



***CHRONIQUE DE TROIS ANS
DE COMBATS DES
DÉPUTÉS SOCIALISTES***

**UN SOCIALISTE
FACE AU(X) POPULISME(S)**

**PAR BORIS VALLAUD, JUIN 2019
ET VALÉRIE RABAULT**

CHRONIQUE DE TROIS ANS DE COMBATS DES DÉPUTÉS SOCIALISTES : UN SOCIALISTE FACE AU(X) POPULISME(S) PAR BORIS VALLAUD, JUIN 2019

Boris VALLAUD - Article paru dans L'OURS hors série recherche socialiste, 86-87, juin 2019.

Stratégie gagnante pour les uns, impasse flagrante pour les autres, le populisme n'en finit plus de faire débat.

Le populisme est sur toutes les bouches et dans toutes les urnes. On s'y fie ou on s'en défie. On y croît ou on n'y croît pas. Ici, il prospère, là, il régresse. Le populisme a ses contempteurs et ses théoriciens. Il y a ceux qui ne parlent que de ça et ceux qui n'en parlent jamais (mais y pensent toujours). Les uns le revendiquent sans ambages quand d'autres se grisent de la transgression d'en capter le mystère comme lorsque Emmanuel Macron, devant les maires de France, avance, crâne, « nous sommes de vrais populistes, nous sommes avec le peuple ».

Vivons-nous vraiment un moment populiste ? Faut-il s'en réjouir ou s'en inquiéter ? Le populisme est-il une révolution dans les urnes, et l'avenir de la démocratie ? Un remède à la mélancolie politique ? Existe-t-il un populisme progressiste, un populisme de gauche ? C'est le débat passionnant que j'ai pu partager avec des représentants de Podemos, de Senso Commune ou de La France insoumise dans différents cénacles. Retour d'un socialiste face au(x) populisme(s).

À considérer la multitude de ceux qui s'en revendiquent ou de ceux que l'on tient pour populistes, le « moment politique », en dépit des aléas électoraux nationaux et européens, est tangible. La disqualification dans les urnes des partis traditionnels pourrait suffire à elle seule à en donner une mesure a contrario. La multitude pourtant ne fait pas l'unité et l'on peine à trouver plus qu'un, souvent très lointain, air de famille à la Lega, à Podemos, au Front national ou à la France insoumise. Le populisme manque de substance pour être politiquement normatif.

Les populismes font-ils toujours et nécessairement jonction dans la contestation du néolibéralisme ? Rien n'est moins certain à considérer Matteo Renzi qui, bien avant

Emmanuel Macron, s'était sobrement déclaré populiste (avant de s'en proclamer le remède...), ni Orban, ni moins encore la République en Marche à laquelle, bien qu'elle s'en défende, on peut trouver bien des stigmates du populisme, dans son « démagisme » intrinsèque, l'exercice plébiscitaire du pouvoir dont les Français sont depuis deux ans les témoins ou la mise en scène permanente de lui-même de son chef.

Convergent-ils dans la revendication identitaire et la xénophobie ? Les réactions de Podemos d'une part et de la Lega d'autre part lors de l'épisode de l'Aquarius tendent à démontrer l'inverse. Ports ouverts en Espagne pour les premiers, ports fermés en Italie pour les seconds... comme le demeurera d'ailleurs celui de Marseille.

Serait-ce alors la seule contestation de l'ordre établi ? Du « système » servi par des élites nécessairement corrompues, à tout le moins sur le plan moral, qu'il faudrait dégager, selon le mot emprunté aux révolutions arabes ? Le surgissement d'un peuple essentialisé ? Il y a là sans nul doute une convergence objective qui fait du populisme plus une méthode partagée de conquête du pouvoir qu'un exercice similaire des responsabilités. Que serait, par exemple, la solution populiste au conflit entre taxis et VTC ? On saisit bien ce que pourrait être la réponse d'un gouvernement libéral ou social-démocrate. On peine à discerner la réponse proprement populiste...

Qu'est-ce que le peuple ?

Il y aurait donc le peuple d'un côté, les élites de l'autre. Et leur confrontation deviendrait le moteur de l'histoire. Mais qu'est-ce donc que ce peuple dont parlent les populistes ? Il arrive qu'il surgisse. Il y a des moments de liesse, de révolte ou de communion populaire à l'occasion desquels on a le sentiment de saisir « le peuple » dans une forme de réalité physique. La prise de la Bastille, l'enterrement de Victor Hugo, la libération de Paris, les victoires de l'équipe de France de football de 1998 et de 2018, le 11 janvier 2015. Le peuple rassemblé, comme un mythe réalisé, dans une communauté de révolte, de joie ou d'effroi. Le peuple qui se constitue dans l'action. Le peuple qui apparaît et, parfois, sitôt disparaît. Le mouvement des gilets jaunes a vu surgir un peuple des ronds-points, par exemple, qui semble avoir disparu dans les urnes ou à tout le moins s'être dispersé. La communauté de révolte n'a pas fait naître de communauté politique.

La réalité, chacun le sait, est plus complexe et le sens même du beau mot de peuple dépend de qui l'énonce, du discours, du moment. « Le peuple n'existe pas », tranche Rancière, « ce qui existe ce sont des figures diverses, voire antagonistes du peuple, des figures construites... ». Le peuple politique, souverain et indivisible, le peuple dans son acception républicaine, héritage de Rousseau. Le peuple culturel, avec ses avatars identitaires, « peuple authentique » ou « de souche ». Le peuple au sens social, celui dont parle la gauche et qui recouvre la notion de classes populaires.

Le peuple des populistes, le peuple des 99 % d'Occupy Wall Street est une figure construite. Existe-t-il vraiment ce peuple, au singulier, qui voit cohabiter des urbains et des ruraux, des jeunes et des vieux, des ouvriers et des cadres, des travailleurs et des chômeurs, des valides et des invalides, des Français de souche et de papier, Gavroche et les Thénardier, dans une prétendue communauté de révolte, d'intérêts, de destin ? Il est un mot obus, mais en politique le singulier est toujours suspect. Il rend surtout mal compte du peuple dans sa diversité et de la conflictualité d'intérêts inhérente à toute société. « Celui qui sait ce qu'est le peuple ne tardera pas à distribuer les certificats d'authenticité qui assigneront tel à la gloire d'en être, tel autre à l'infamie de n'en être pas » écrit fort justement Gérard Bras. Derrière la question « qui est le peuple ? » en surgit une autre, effrayante : « qui n'est pas le peuple ? »

Le populisme, une simplification sans substance

Le populisme est une simplification sociologique, il n'a pas la finesse d'analyse du socialisme qui se frotte à la complexité du monde et qui par l'analyse méticuleuse de ce qu'il y a dans ce grand tout qu'est le peuple, cherche à résoudre démocratiquement, par les corps intermédiaires et par la délibération les conflits pour atteindre l'intérêt commun. Durkheim considérait le socialisme non seulement comme un « cri de misère » mais comme un appel à une meilleure connaissance des sociétés que permet cette proximité intrinsèque à la science sociologique. La gauche est d'abord sociale, au sens où elle conçoit le monde en classes sociales différenciées, parfois en lutte, parfois alliées. Elle ne se contente pas de choix binaires et simplificateurs. Et seule la finesse d'analyse sociologique propre au socialisme permet de comprendre le monde et de le transformer sans sombrer dans les illusions lyriques qui flattent les sentiments.

À cette simplification sociologique correspond dès lors, presque nécessairement, une simplification politique. Le populisme est pré-politique dans son dialogue directe entre le peuple réifié et un leader qui parlerait en son nom (« Malheur aux peuples qui ont besoin d'un chef »), là où la démocratie libérale, avec toutes ses imperfections et ses insuffisances manifestes, est une construction mûre qui permet de faire émerger du commun de la diversité des individus et de leurs intérêts et de surmonter le risque de la tyrannie de la majorité. Nous avons besoin d'une démocratie sophistiquée dans ses procédures, dans ses mécanismes, dans ses représentations du peuple (et nous avons besoin de multiplier les représentations du peuple). Nous avons besoin de corps intermédiaires, de contre-pouvoirs, de médias indépendants et de démocratie collaborative. De pluralisme. C'est l'essence de la social-démocratie, comme méthode de gouvernement, et son infinie supériorité sur toute espèce de démocraties illibérales.

Proclamer la supériorité de la volonté du peuple réifié, c'est prendre le risque de vider de leur substance historique et sociale les « classes populaires ». C'est prendre même le risque de les oublier et je ne suis pas sûr que le populisme soit en définitive le meilleur allié du peuple qu'il prétend défendre. Le populisme pourrait même être le plus sûr moyen de faire mentir le peuple dirait-on en parodiant Proudhon. L'épreuve des gilets

jaunes a, à cet égard, mis le populisme à l'épreuve du peuple. Avec un paradoxe : d'un côté le peuple des ronds-points, après celui des places, a glissé entre les doigts de ceux qui prétendaient l'incarner. Un mouvement où l'horizontalité commande et interdit toute forme de représentation, duquel aucun leader n'émerge sans prendre le risque de la disqualification immédiate. De l'autre, une reprise en main politique de la crise à travers un grand débat conduit de façon éminemment plébiscitaire, verticale, par un président de la République restaurant son autorité dans un dialogue direct (ou prétendument tel) avec le peuple, multipliant les performances scéniques tenant lieu d'affirmation de la puissance politique du chef.

Rejoindre le peuple

Enfin, il est une dernière impasse, c'est celle du reniement du clivage droite gauche qui ouvre la voie à toutes les transgressions. Substituer au clivage gauche-droite, le clivage peuple-élite, c'est prendre le risque d'alliances subjectives mais surtout objectives dangereuses. À ceux qui prétendent à un populisme progressiste, je réponds qu'il y a un insoluble oxymore entre progressisme et populisme.

Tenons cependant ce « moment populiste » pour un rappel à l'ordre. Peuple est un mot qui prospère à mesure que la démocratie s'en éloigne et que les injustices prospèrent. Mirabeau disait du peuple qu'il est un « mot qui se prête à tout ; qui, modeste aujourd'hui, peut agrandir notre existence à mesure que par leur obstination, par leurs fautes, les classes privilégiées nous forceront à prendre en main la défense des droits nationaux, de la liberté du peuple ». Nous en sommes là.

Albert Camus disait du rôle de l'écrivain dans son discours de Suède, qu'il « ne se sépare pas de devoirs difficiles. Par définition, il ne peut se mettre aujourd'hui au service de ceux qui font l'histoire : il est au service de ceux qui la subissent. »

Voilà au fond une façon de répondre à l'enjeu central de nos démocraties fragilisées et de nos sociétés atomisées, dans lesquelles les individus ne sont plus capables de s'appréhender comme membres d'une communauté de destin : « faire peuple », c'est-à-dire créer du commun, de l'universel, de l'intérêt général. De ce point de vue là, il y a un enjeu majeur, rejoindre le peuple au sens de Sartre, se mettre au service de ceux qui subissent l'histoire : les catégories populaires, les précaires, les pauvres, les perdants de la mondialisation déloyale et du libéralisme.

Voilà aussi le chemin d'un réveil du « peuple de gauche », celui du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon en 1924, celui de 1936, des immenses manifestations de Charonne ou de la Bastille un soir de marée 1981.

L'enjeu pour les progressistes de gauche, pour autant qu'il y ait un progressisme de droite, est de dépasser le stade du populisme, pour atteindre celui du socialisme. À la manipulation du peuple magnifié, il faut préférer toujours la transformation des sociétés injustes.